



Narbonne, le 20 avril 2020

Chers collègues,

Notre pays, comme beaucoup d'autres, traverse « la plus grave crise sanitaire qu'ait connue la France depuis un siècle » comme l'a déclaré le Président de la République, le 12 mars dernier, lors de sa première intervention télévisée sur le Covid-19. « La pandémie est la pire crise mondiale, depuis la Seconde Guerre mondiale, la pire crise depuis que l'ONU a été fondée » a estimé le Secrétaire général de l'ONU le 31 mars.

Dans cet état d'urgence des mesures sociales ont été prises pour éviter la propagation du virus, en ayant des conséquences majeures sur nos rythmes de vies quotidiens. Et, rapidement des conséquences sociales, économiques, environnementales ont eu des effets dévastateurs. La recrudescence des violences, des souffrances physiques et psychologiques pour les personnes seules et isolées. Mais cette situation n'est que le résultat de choix économiques et politiques visant à agrandir le pouvoir financier de certaines puissances au détriment des services publics. Santé, éducation, respect des populations fragiles, tout se brade, se monnaie sans vergogne.

Au final ? Une société en souffrance où personne n'est épargné. Des milliers de morts sur le territoire français et des millions sur la planète. Quel piètre constat.

Le gouvernement tente d'agiter le mouchoir, mélangeant le paternalisme et l'incohérence de ses décisions libérales. Des "mesures sociales" très largement en dessous de la situation, des messages de reconnaissance vers les salariés du monde médical pour se dédouaner de les avoir méprisés depuis trop longtemps. Ces mêmes salariés que l'on encense, se voyaient repoussés violemment par les forces de l'ordre il y a à peine